

Colonel Daniel Péré : la France à l'aube du déclin

écrit par Christine Tasin | 28 mars 2020



Illustration : colonel Daniel Péré

Oui, on a encore des militaires lucides, qui ne pratiquent pas la langue de bois.

Merci et bravo au colonel Péré, Président de la fédération des OPEX de Bretagne qui, dans le premier numéro de la revue de l'association (que l'on m'a fait parvenir, merci) développe un sujet qui nous tient à coeur, ô combien, à Résistance républicaine ! Mieux encore, il connaît les solutions, il nous les donne, en homme d'armes, en homme d'expérience qui sait comment on neutralise, comment on défend, comment on interdit.

Oui, l'immigration, ça se contrôle ; oui des "quartiers" en insurrection permanente, ça se neutralise ; oui, des mosquées et écoles coraniques dirigées par des fanatiques, ça se ferme ; oui, des double-nationaux qui ne respectent rien, ça s'expulse ; des clandestins ça s'expulse sans autre forme de procès...

Puisse le colonel Péré être écouté, être entendu et de ses

pairs et des politiques, avant qu'il ne soit trop tard.

.

La France à l'aube du déclin

Le péril islamique entretenu par l'aveuglement des autorités politiques et l'endoctrinement officiel. Ce texte proposé à la réflexion se veut une synthèse de certains écrits de Généraux (2S) et d'articles parus récemment dans la presse nationale et régionale dont le Monde, le Figaro et Ouest-France.

Cela fait 40 ans et plus encore depuis les 15 dernières années que les autorités politiques et leurs zélés serviteurs ne voient rien :

Des conséquences de l'immigration de masse,
De l'islam guerrier aux sanglantes actions,
Du séparatisme ethnique,
De la dégradation de la cohésion nationale.

Cela fait 40 ans et plus encore depuis les 15 dernières années que les autorités politiques et leurs zélés serviteurs n'entendent rien :

-Des légitimes inquiétudes de la population sidérée d'être à ce point abandonnée,
-De l'écho qui sourd des menaces terrifiantes de celles et ceux qui vivent ces funestes réalités au quotidien.

.

Il y a quelques semaines, l'attentat commis à la Préfecture de police de Paris a révélé l'aveuglement coupable des autorités. C'est le point d'orgue d'une situation dans laquelle le pays sidéré voit le résultat d'années d'endoctrinement sur la diversité heureuse et la nation fautive : conférer la repentance érigée en principe d'état et

le déni de notre Histoire contemporaine.

Le choix de préserver d'emblée le policier assassin a été pris sous l'influence diffuse de considérations promues par la pensée officielle :

- Ne pas discriminer,
- Ne pas stigmatiser,
- Combattre le racisme orienté,
- Lutter contre l'islamophobie.

Ce sont autant de faiblesses « humanistes » qui appliquées sans discernement, peuvent désarmer un service de police mais aussi et surtout un gouvernement et l'État tout entier. Les droits de l'homme sont paradoxalement devenus les alliés des islamo-fascistes. Ces derniers trouvent ainsi auprès de ministres, de juges, de journalistes, de philosophes, de responsables d'associations, de chefs de partis ... une abondance de collaborateurs serviles.

.

Lors de l'hommage rendu aux 4 policiers assassinés, le Président de la République a appelé la nation à « faire bloc dans un combat sans relâche contre le terrorisme islamique ».

Faut-il encore croire celui qui a fait du politiquement correct la langue officielle de la France ? Mais le verbe, à géométrie variable, dont abuse le Chef de l'État ne suffit plus.

Il lui revient, désormais, dans un pays en guerre, de démontrer par des actes forts, proportionnés aux menaces multiformes, qu'il s'est libéré de sa posture timorée.

Lire Jacques Attali, un des mentors comme Jack Lang du Président de la République, fait toucher du doigt le monstrueux mensonge colporté par l'idéologie officielle :

Le jour de l'attentat, il écrit : « *Il n'y a aucun envahissement de la France par l'islam ou l'Afrique, l'islam n'est pas une menace pour la France* ».

Qui veut comprendre comment la France en est arrivée à se haïr elle-même doit écouter Attali, sa promotion de la culpabilité et de la dévalorisation suffit à démoraliser la population et à entamer la cohésion nationale.

En janvier 2017, le candidat vainqueur des élections présidentielles déclarait : « *contrairement à ce que certains disent, nous ne sommes pas confrontés à une vague d'immigration, l'immigration se révèle être une chance d'un point de vue économique, culturel, social* ».

Aujourd'hui, au seuil du déclin et afin de ne pas disparaître comme le fut l'Empire romain, des actes forts, doivent être entrepris en urgence absolue :

Ouvrir les yeux et admettre une bonne fois pour toutes, que les islamistes ont déclaré la guerre à l'Occident et à la France en première ligne.

Savoir que notre ennemi trouve parmi nous des complices, des collaborateurs dans tous les milieux : Armées, Gendarmerie, Police, Élus, Associations, Éducation nationale, Administration pénitentiaire, Hôpitaux, entreprises sensibles comme les centrales nucléaires et de transport, services de renseignement...

Cesser de reculer devant les exigences de ces extrémistes et de ceux qui les soutiennent qui, en affaiblissant notre culture tout en imposant leurs rites cherchent avant tout à saper notre esprit de résistance.

Agir en portant le fer là où apparaissent les abcès :

Une immigration débridée, cela se contrôle.

Des quartiers qui caillassent et incendient les forces de l'ordre et de sécurité civile, qui rackettent les artisans et les commerçants, cela se neutralise.

De discrètes écoles coraniques, des mosquées dirigées par des imans fanatiques qui forment les djihadistes, cela se ferme définitivement.

Des individus double-nationaux qui bafouent nos institutions, saccagent nos monuments, dégradent les symboles de la République, brûlent notre drapeau, molestent les Forces de l'ordre doivent être déchus d'emblée de la nationalité française et expulsés vers leurs pays d'origine.

Des clandestins, cela s'expulse sans autre forme de procès dilatoire.

Des subventions à toutes les associations qui œuvrent délibérément dans l'anti-France, cela se supprime. Des allocations journalières de 40 euros attribuées aux demandeurs d'asile, cela est indécent et doit donc disparaître car c'est un affront envers les 8 millions de Français qui survivent en dessous du seuil de pauvreté.

La question du voile islamique

Nous assistons à une débauche de polémiques virulentes, de prises de position exacerbées par le climat délétère que nous avons décrit plus haut.

Climat où le ridicule le dispute à l'odieux :

Ridicule, lorsque l'on compare les mères voilées aux religieuses catholiques (assez rarement parents d'élèves !)

Odieux, quand une concurrence éhontée dresse le parallèle entre la situation des musulmans en 2019 en France et celle des juifs pendant l'occupation de notre pays car :

Où est le croissant jaune ?

Où sont les camps ?

Où sont les chiffres de comparaison ? Quand on sait que les actes antisémites sont 5 fois plus nombreux que les actes

anti musulmans pour une population 8 fois inférieure...

.

Les élections municipales : la menace des listes communautaires

A 5 mois des élections, l'union des démocrates musulmans (UDMF) et ses 800 adhérents recensés s'activent pour présenter des listes dans une cinquantaine de grandes villes (Marseille, Lyon, Avignon.) mais aussi et surtout dans nombre de communes franciliennes à forte population immigrée.

Cette menace nouvelle est d'autant plus insidieuse qu'elle s'appuie sur la liberté d'expression en droit électoral et peut ainsi favoriser l'implantation d'un islam politique partout en France.

Confronté aux évènements récents, et bien que timidement, le gouvernement semble avoir enfin estimé l'ampleur des menaces :

Désarmement de gendarmes, de policiers, d'agents de l'administration pénitentiaire radicalisés qui, bien que repérés et pour certains signalés, étaient jusqu'alors laissés libres de leurs actes.

Annnonce d'une circulaire envoyée aux Préfets afin de renforcer la surveillance des réseaux fondamentalistes, celle-ci devrait permettre d'agir sur le plan judiciaire de façon plus rapide et efficace et sur le plan du renseignement afin de le rendre absolument étanche aux tentatives d'infiltration.

La France est placée, aujourd'hui, dans la même situation qu'elle a traversée dans son Histoire de 1933 à 1940 : Des gouvernements successifs qui privilégient, par leur attitude veule, leurs atermoiements, la voie du déshonneur à celle de la guerre.

Un ennemi qui occupe le territoire, lui impose ses rites et ses lois et trouve dans tous les milieux de la société nombre de collaborateurs acquis à sa cause.

Une population profondément divisée et meurtrie.

Au bout du compte, la France subit le déshonneur et la guerre.

A quand un nouveau Jean-Louis Bory pour écrire :

« *Mon village à l'heure islamique* » ?

(Jean-Bory -1919-1979 – prix Goncourt 1945 pour « *Mon village à l'heure allemande* »)